

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le **11 4 JUIN 2023**

Références : ENV-D-23. *0231*

Affaire suivie par : CORBINAIS-POCHAT Sophie
Téléphone : 02.90.08.55.55
Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Pièce(s) jointe(s) : Partie et Annexe confidentielles

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAXAM France (SAS)

34 rue de l'école
29530 Plonévez-du-Faou
Code AIOT : 0005508375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement MAXAM France (SAS) implanté au lieu dit PENNAROEZ à Plonévez-du-Faou. L'inspection a été annoncée le 03/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAXAM France (SAS)
- LIEU DIT PENNAROEZ 29530 Plonévez-du-Faou
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

MAXAM exploite sur la commune de Plonevez-Du-Faou un dépôt d'explosifs à usage civil, classé SEVESO seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité et sûreté du site
- Défense incendie
- confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risques accidentels - Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Confidentielle
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Confidentielle
3	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Confidentielle
4	Défense incendie - Réserve d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 1	/	Confidentielle
5	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	/	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	/	Sans objet
7	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	Liste des produits de décomposition - EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a corrigé les écarts qui avaient été constatés lors des inspections précédentes concernant la sécurité du site et la défense incendie.

Le contrôle mené en 2023 ne relève pas d'écarts majeurs à la réglementation en matière de sécurité du site classé SEVESO seuil haut.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques accidentels - Localisation des risques

La fiche de constat du contrôle de cette prescription contient des données sensibles qui en application des dispositions de la circulaire du 06/11/2017, figurent en annexe confidentielle du présent rapport.

N° 2 : Etat des matières stockées

La fiche de constat du contrôle de cette prescription contient des données sensibles qui en application des dispositions de la circulaire du 06/11/2017, figurent en annexe confidentielle du présent rapport.

N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité.

La fiche de constat du contrôle de cette prescription contient des données sensibles qui en application des dispositions de la circulaire du 06/11/2017, figurent en annexe confidentielle du présent rapport.

N° 4 : Défense incendie - Réserve d'eau

La fiche de constat du contrôle de cette prescription contient des données sensibles qui en application des dispositions de la circulaire du 06/11/2017, figurent en annexe confidentielle du présent rapport.

N° 5 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m ³ . (...)
Constats : Un bassin de collecte des eaux pluviales est implanté en contre-bas du site, en dehors de l'enceinte fermée du dépôt. Il faut donc franchir le double portail pour y accéder. Il est situé à une distance de marche d'environ 150 m. Il présente un bon état : les parois en géomembrane sont propres, le bassin n'est pas envahi par de la végétation. L'exploitant indique qu'il a été curé et nettoyé l'année dernière. En sortie de bassin, une vanne de fermeture est implantée sur la canalisation située à 1,5 m de profondeur environ accessible par un bouche fermée par une plaque en fonte. Un système d'ouverture et de fermeture de la vanne a été installé de manière à ne pas avoir à soulever la plaque de fonte pour aller manœuvrer la vanne. Une tige de métal a été fixée sur la vanne et un opérateur ouvre la vanne en soulevant cette tige et la ferme en abaissant la tige de métal. La manœuvre est effectuée avec succès pendant le contrôle. Il appartient toutefois à l'exploitant de vérifier périodiquement la solidité de la fixation du dispositif à la vanne et l'état général de la vanne de confinement des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Le chef du dépôt ainsi que les chauffeurs des camions d'expédition des explosifs sont formés aux risques des installations, aux premiers secours et à la défense incendie. Ils suivent des formations de recyclage chaque année. Les attestations de stage du chauffeur présent sur le site pendant le contrôle sont vérifiées par sondage : les attestations de formation aux 1 ^{ers} secours et à la manœuvre des extincteurs datent de janvier 2022. Il a suivi la formation début 2023 mais n'est pas en mesure de présenter les attestations restées à son domicile. L'exploitant déclare qu'il va transmettre une copie de ces documents par mail à l'inspection des IC à l'issue de la visite. Les copies seront également conservées dans le classeur prévu à cet effet et rangé dans le bureau du chef de dépôt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »</p>
<p>Constats : Le POI est en cours de mise à jour suite à la prise de fonction de nouveaux cadres dans la direction de MAXAM depuis le début de l'année 2023.</p> <p>Une mise à jour avait été effectuée et transmise à l'IIC en août 2022 suite aux observations de la DREAL issues du contrôle inopiné POI effectué en juin 2022. Cette version n'intègre pas les nouvelles obligations issues de la réglementation Post Lubrizol comme notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre.</p> <p>L'échéance pour remplir cette obligation est fixée au 30 juin 2025 au plus tard.</p>
<p>Observations : Il appartient à l'exploitant de compléter son POI en intégrant les éléments figurant à l'article 5 et dans l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié "Données et informations devant figurer dans le POI, ou dans sa mise à jour postérieure au 31/12/2021".</p> <p>Il appartient à l'exploitant de transmettre à la DREAL la version mise à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Liste des produits de décomposition - EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats : L'annexe III de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié liste les informations minimales devant être contenues dans les études de danger (arrêtés du 24 septembre 2020 art.7 et du 28 février 2022 art.2 3°), notamment la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Ces produits sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. (...)</p> <p>Cette obligation vise les EDD postérieure au 1er janvier 2023 ou les mises à jour.</p>
<p>Observations : Il appartient à l'exploitant de transmettre la notice de réexamen de l'EDD et la mise à jour qui intégrera ces dispositions, voire la révision si nécessaire, au plus tard le 30 juin 2025.</p> <p>A cette fin, il convient que l'exploitant communique le calendrier des actions engagées en ce sens à l'Inspection des IC sous un délai de 3 mois maximum.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

